

Quand l'informel prend le pas sur le formel en période de crise: le cas de Bonoua (Côte d'Ivoire)

RAPHAËL KOUADIO OURA

> Attaché de recherche, Centre de Recherche pour le Développement (CRD). Université Alassane Ouattara de Bouaké. ouranien@yahoo.fr

Universidad de Valparaíso
Facultad de Arquitectura

Márgenes

Espacio Arte Sociedad

Quand l'informel prend le pas sur le formel en
période de crise: le cas de Bonoua (Côte d'Ivoire)

Diciembre 2012, Vol. 9, N° 11

pp. 144-152

ISSN 0718-4034

Recepción: Agosto 2012

Aceptación: Diciembre 2012

RÉSUMÉ

L'agriculture a permis à Bonoua d'être l'une des premières régions économiques du pays, selon Oura (2010). Elle attire les migrants vers les campagnes mais la ville en retiendra une partie. L'essor agricole créait des activités dans la ville. Quant à l'essor économique, elle a ouvert la ville à une migration tellement forte que l'économie moderne ne pouvait seule satisfaire les demandes d'emplois des populations. L'informel prend de l'importance mais son revenu reste précaire. Plus de 58,5% des pauvres en 1999, mènent une activité informelle contre 13,6% dans l'entreprise moderne et 26,3% dans l'agriculture (Kouakou, 1999, p. 31). Mais, une crise agricole intervient en 2002 et la proportion des citadins investissant dans l'informel est plus que jamais significative. En déclinant, l'agriculture cède sa place à l'activité informelle. D'une ville agricole, Bonoua prend peu à peu les caractéristiques d'une ville moderne proprement dite. Mais la transition est en train de se faire par l'essor de l'informel.

MOTS-CLÉS

Côte d'Ivoire, Bonoua, crise agricole, activité formelle, activité informelle

When the informal exceeds the formal in periods of crisis: the Bonoua case (Ivory Coast)

ABSTRACT

Bonoua has become one of the first economically developed regions in the country due to its agriculture, according to Oura (2010). It attracts migrants to the countryside, but many of them still stayed in the city because the agricultural boom created activities in the city. The economic boom has opened the city to a very developed migration; however the modern economy could not offer enough job opportunities for the population. As a consequence, informal economic activities become important, even though they are not very profitable. More than 58.5% of poor people are involved in an informal economic activity in 1999, 13.6% in modern enterprises and 26.3% work in agriculture (Kouakou, 1999, p.31). In 2002 there is a crisis in agriculture so most of the population goes into informal activities, as a result, informal economic activities become more important than agriculture. An agricultural city as Bonoua slowly turns into a modern city. This progressive transition occurs due to the boom of informal activities.

KEY WORDS

Ivory Coast, Bonoua, agricultural crisis, formal activities, informal activities

Quando lo informal sobrepasa lo formal en periodo de crisis: el caso de Bonoua (Costa de Marfil)

RESUMEN

La agricultura le ha permitido a Bonoua ser una de las primeras regiones económicas del país, según Oura (2010). Ella atrae los migrantes hacia los campos, pero la ciudad guardará una parte. El auge agrícola creaba actividades en la ciudad. Pero el auge económico ha abierto la ciudad a una migración muy desarrollada de manera que la economía moderna no podía satisfacer sólo las demandas de los empleos de la población. Lo informal cobra importancia, pero la utilidad es precaria. Más del 58,5% de los pobres en 1999 practican una actividad informal contra 13,6% en la empresa moderna y 26,3% en la agricultura (Kouakou, 1999, p. 31). Pero una crisis agrícola interviene en el 2002 y la mayoría de la población invierte mucho más en el sector informal. Es así que la agricultura cede su lugar a la actividad informal. Una ciudad agrícola, Bonoua, toma poco a poco las características de una ciudad moderna. Pero la transición se hace progresivamente por el auge de lo informal.

PALABRAS CLAVES

Costa de Marfil, Bonoua, crisis agrícola, actividad formal, actividad informal

INTRODUCTION

La plupart des villes moyennes de la Côte d'Ivoire sont restées pendant longtemps agricoles. C'est-à-dire que les chefs de ménage sont essentiellement des agriculteurs. Grâce à une production agricole diversifiée de son arrière-pays, l'agroville de Bonoua est caractérisée par l'importance de sa population agricole (11,6%), (Kouakou, 2009, p. 5). En représentant 53%, les autochtones Abouré dominent la population urbaine. Oura signale que c'est l'agriculture qui leur a permis de bâtir plusieurs habitats de type moderne à 72,7% (2010, p. 209). Mais, l'agriculture connaît depuis la fin de la décennie 1990, d'énormes difficultés. Elles sont d'autant plus remarquables que la crise militaro-politique de 2002 va signer définitivement une crise dans la plupart des cultures d'exportation de Bonoua singulièrement l'ananas, le produit de marque de la région. Cette crise qui affecte aussi bien les campagnes que la ville va engendrer des mutations socio-économiques. On assiste à l'abandon du travail agricole par les populations de la ville alors que les activités formelles affaiblies par la crise, recrutent peu. Marqué par la perte progressive d'une part d'emplois, le secteur moderne décline pendant qu'on voit émerger l'économie informelle. En fait, *la crise économique des années 80, déclenchée par la forte détérioration des termes de l'échange a mis à mal les activités des entreprises formelles et a révélé l'importance des activités dites de subsistance ou activités informelles* (Fouoking, 2009, p. 237). L'essor de l'informel a été expliqué autrement et en ces termes: *Au départ, le secteur informel a été considéré comme des activités créées pour pallier la faiblesse de la demande de travail dans le secteur moderne. Dans ces conditions, les activités informelles étaient censées proliférer dans un contexte de récession économique* (Backiny-Yetna, 2009, p. 318). En situation de crise économique donc, la dégradation de la situation socio-économique des ménages urbains, pousse en fait un certain nombre de citoyens à se tourner vers un métier informel (Baumann, 1985, p. 231). *En temps de crise, les populations vulnérables initient des stratégies alternatives de survie faites d'activités précaires multiformes* (Kanté, 2002, p. 1). L'économie populaire constitue le seul débouché immédiat pour la grande majorité des jeunes non scolarisés ou déscolarisés, ajoute-t-il. Malgré son essor, ce secteur dont l'intégration dans l'économie des sociétés africaines est récente, se définit encore de différentes manières, d'un auteur à un autre. Mais au-delà de cette diversité de définitions, on peut retenir qu'*est informelle toute activité qui ne satisfait pas aux obligations d'enregistrement, de tenue de comptabilité et de fiscalité* (Hitimana, Allen, Heinrigs, 2011, p. 3). Tous les auteurs s'accordent en fait sur les difficultés d'enregistrement des acteurs. En outre, la situation financière des chefs d'unité n'est pas toujours très enviable (Baumann, 1985, p. 234). Il ressort donc qu'en situation de crise économique, l'informel apparaît, «faute de mieux» comme une alternative à l'incapacité d'assurer la subsistance dans les ménages. En fin de compte, il ne sort pas tous les acteurs de la pauvreté. Néanmoins, le secteur informel contribue pour une part non négligeable, à la création de richesses nationales à travers l'apport des différents secteurs d'activité (Igué, 1993, p.15, Fouoking, 2009, p.237). En fait, ce ne sont pas toutes les activités dites de subsistance qui échappent au contrôle de l'Etat. A Bonoua, le secteur informel contribue pour beaucoup dans les recettes de la municipalité. Plusieurs activités sont identifiées par les agents de la mairie qui contrôlent le paiement mensuel des taxes. L'économie informelle fournit 43,4% du PIB ivoirien (Rapport Afrique de l'ouest 2007-2008, 2008). Mais au-delà des taxes, l'informel constitue au niveau de la ville de Bonoua, la principale

source de survie de la plupart des jeunes que la crise agricole a rendus vulnérables. *Sans l'économie populaire, les difficultés des pauvres seraient beaucoup plus angoissantes en situation de crise économique* (Kanté, 2002, p. 7). C'est une principale pourvoyeuse d'emplois pour les jeunes.

Aujourd'hui, avec la crise de l'agriculture et son corollaire la réduction d'emplois agricoles contre l'essor de l'informel, il est opportun de s'interroger sur l'avenir des deux secteurs au niveau de la ville. En effet, en termes d'emplois, l'informel semble compenser pour le moment les pertes dues à l'effondrement agricole. Mais qu'en sera-t-il des revenus des populations ? Il s'agira d'une part, d'analyser les rapports entre le secteur informel et l'agriculture et d'autre part, d'évaluer les capacités qu'a ce nouveau secteur à permettre à Bonoua de sortir des difficultés que la crise agricole vient de créer.

METHODOLOGIE

Les données de cette étude proviennent outre de la littérature, des enquêtes menées en 2007 dans le cadre de notre thèse de doctorat. A l'aide d'un questionnaire, elles ont concerné 326 chefs de ménages, le 1/10^{ème} du total de Bonoua. Ces premières données ont été complétées dans le cadre de ce papier, d'une enquête auprès de 102 acteurs de l'activité informelle de la ville. Tous les cinq quartiers de Bonoua (Koumassi, Bronoukro, Bégnéri, Mimbi et Impérié) ont été visités. Cette double enquête nous a permis non seulement d'identifier les différentes activités de l'informel à Bonoua mais d'analyser leur rapport avec l'agriculture, la principale source de développement de la sous-préfecture.

RESULTATS ET DISCUSSION

L'AGRICULTURE, LA PRINCIPALE SOURCE DE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE

A l'instar de la majorité des villes moyennes du pays, Bonoua doit incontestablement son développement à l'agriculture diversifiée de son arrière-pays. L'agriculture sera la source majeure d'attraction et de peuplement de la ville.

L'agriculture et le peuplement de la ville

L'urbanisation s'est le plus souvent faite dans nos pays du Sud par l'exode rural, selon plusieurs études (Maas, 1973; Touré, 1985). Dans ce cas, les campagnes sont abandonnées par des jeunes à la recherche d'emplois bien rémunérés dans les villes. Bonoua semble faire exception à cette règle et tire sa croissance démographique de l'arrivée massive de populations à la recherche d'emplois agricoles. C'est une agglomération dont la réputation s'est plutôt faite depuis les années 1980 par l'essor de l'ananas. Ce produit offrait plusieurs emplois aussi bien dans les campagnes que dans la ville. A cette époque de forte rentabilité de l'ananas, Bonoua attirait en plus des populations d'autres zones agricoles du pays, des populations urbaines. Pendant les grandes récoltes, les travailleurs venaient de plusieurs villes du Sud (Dabou, Grand-Bassam, Aboisso, etc.) et surtout d'Abidjan, la capitale du pays à cette époque. C'est à l'occasion de ces migrations saisonnières que plusieurs travailleurs se sont établis à Bonoua. Plus de 48% des enquêtés non autochtones ont témoigné être arrivés ici dans le but de participer aux travaux agricoles contre 16,82% et 15,89% respectivement pour la fonction publique et le commerce. Mais, contrairement à ce

qui est couramment pensé notamment dans l'étude sur la dynamique spatiale de Bonoua (Ayé, 1993), ce n'est pas cette culture qui a le plus participé à la construction d'habitats dans la ville.

L'agriculture et la construction d'habitats

L'agriculture est restée pendant longtemps la principale source de revenus de la population urbaine de Bonoua. L'importance de ce secteur économique est révélée par sa grande contribution à la construction d'habitats modernes (Tableau N° 1).

Tableau N° 1. Répartition des maisons selon l'activité des propriétaires.
Source: Nos enquêtes, 2007

FNCTION	EFFECTIF	POURCENTAGE (%)
Planteurs	226	72,66
Fonctionnaires	46	14,80
Commerçants	16	05,14
Petits métiers	09	02,9
Transporteurs	03	00,96
Chauffeurs	05	01,61
Ménagères	05	01,61
Pêcheurs	01	00,32
TOTAL	311	100

On constate qu'à plus de 72%, l'agriculture a contribué dans cette ville à la construction d'habitats. Cette contribution s'est inscrite pour l'essentiel, dans les 20 premières années de l'indépendance (1960-1980) c'est-à-dire à une période où le binôme café-cacao constituait la principale source de revenus des planteurs, explique Oura, (2010, p. 210). Ces vieilles constructions représentent plus de 42% du total des habitats de la ville. Mais au regard de la rentabilité de l'ananas, on peut dire que son impact sur les habitats urbains n'est pas significatif. Cela s'explique par le fait que la majorité des planteurs étaient des allogènes Burkinabé qui ont très peu investi dans l'immobilier. Oura, (2010, p. 210) précise que plus de 80% des maisons construites appartiennent à des autochtones Abouré. Pourtant, les étrangers sont représentés outre le secteur agricole, dans diverses autres activités économiques.

L'agriculture et les autres activités économiques

Principale source de revenus des populations, l'agriculture a influencé durablement les autres secteurs d'activités économiques. Le commerce et le transport et même certaines structures étatiques et privées ont dû leur développement à l'essor de l'agriculture. Elle a favorisé l'installation de banques, de plusieurs magasins de commerce, de plusieurs coopératives, etc. Mais avec la récente crise agricole, les liens entre l'agriculture et ces secteurs-clés de développement urbain, se sont effrités. Qu'en est-il de son rapport avec les petits métiers, un secteur en plein essor dans la ville?

LES PETITS METIERS DE BONOUA

Dans nos villes, les secteurs formel et informel semblent s'opposer en termes de périodes auxquelles chacun connaît son succès. En effet, les villes ivoiriennes ont connu des périodes d'ascension avec les secteurs dits formels lors des premières décennies de l'indépendance sans que l'existence de l'économie informelle ne soit véritablement révélée. Mais on assiste ces dernières années à l'essor de l'économie populaire au moment où les secteurs modernes déclinent dans la plupart des villes.

L'informel au secours des populations vulnérables à la crise agricole

De la même manière l'agriculture a suscité l'essor des activités modernes de la ville, son effondrement a provoqué des dysfonctionnements au sein de l'appareil économique de Bonoua. L'agriculture ne conduit plus les activités comme elle l'a fait auparavant. Mais, la recherche de solutions immédiates à cette crise se fera en faveur des activités informelles; les petits métiers semblent s'adapter et résister mieux à la crise économique provoquée par la baisse de la rente agricole. L'économie de la ville est dominée aujourd'hui par ce secteur informel (Kouakou, 1999, p. 5). Dans la reconversion, les paysans ainsi que plusieurs jeunes investissent le secteur informel.

La crise socio-économique conduit à un investissement massif dans divers petits métiers

Nous avons recensé une diversité d'activités informelles dans la ville. Ce sont entre autres, la couture, la coiffure, le kiosque à café, le dépôt de pain, la vente d'*attiéké* au poisson, la photocopie et le traitement informatique, l'installation électrique, la mécanique, la vente de chaussure et de pagnes, la buvette, le magasin de commerce, le lavage auto, la briqueterie, la vente de produits agricoles, la vente de pièces détachées, l'horlogerie, la vulcanisation, la vente de peinture, de gaz, le dépôt de boisson et de glace alimentaire, la photographie, la quincaillerie, les petites maisons d'assurance, les cliniques, la blanchisserie, la mercerie, le club vidéo, la cordonnerie, la bijouterie, la restauration, etc. Voici autant d'activités informelles que la municipalité arrive à contrôler (Tableau N° 2). En effet, la liste des activités informelles est longue dont une gamme importante échappe encore au contrôle des autorités de l'Etat. Par exemple, avec l'avènement de la téléphonie mobile, la petite débrouille a vu le développement des cabines téléphoniques. Ce sont des jeunes qui se chargent des ventes de cartes de recharges téléphoniques. Ce commerce intéresse aussi bien les jeunes déscolarisés que les élèves qui lui consacrent une partie de leur temps libre. La vente des habits de seconde main ne figure pas sur la liste des activités contrôlées par la municipalité. Pourtant, ce commerce est maintenant fortement représenté à Bonoua (Photo 1). Son champ dépasse même les frontières ivoiriennes puisque l'approvisionnement en cette marchandise se fait sur les marchés du Ghana. Les commerçants affirment que leurs produits de moindre coût, sont de plus en plus sollicités du fait de la crise. Même l'agriculture fait partie des activités informelles menées dans la ville. L'agriculture d'interstice a pris de l'essor à Bonoua comme complément aux revenus des chefs de ménage. Les espaces libres sont automatiquement occupés à cette fin (Photo 2). Avec la crise, plusieurs maisons en construction ont été abandonnées. En attendant d'être achevées, elles servent néanmoins à la production de manioc et de banane. Dans les zones périphériques de la ville, certains citoyens s'adonnent à l'agriculture interstitielle (Photo 3) en produisant du manioc non seulement pour la consommation du ménage mais aussi pour la commercialisation. Moins souvent, des citoyens préfèrent produire eux-mêmes les produits vivriers pour la consommation domestique. Ils occupent les terrains non encore bâtis, En ces zones d'extension urbaine, se développent outre le manioc, la banane, la patate, l'igname, les légumes, etc. Bref, l'économie informelle semble intéresser diverses couches sociales de la ville.



Photo 1. Commerce de friperie au grand marché de Bonoua. C'est un commerce florissant. Les marchandises proviennent du Ghana. Revendue à bas prix à Bonoua, la friperie est convoitée par les abidjanais. Source: Oura, 2012



Photo 2. Bananiers occupant des maisons inachevées. Ces images qui ressemblent à des plantations de bananier ont été prises en plein centre-ville (Bègnéri). La forte présence de bananiers offre un décor particulier à cette partie de la ville. Source: Oura, 2012

TABLEAU N° 2. Activités économiques contrôlées par la mairie de Bonoua. Source: Mairie, 2007

ACTIVITÉS	KOUMASSI	MARCHÉ	BÈGNÉRI	BRONOUKRO	VILLAGES COMMUNAUX	TOTAL
Boutique	55	14	28	57	36	190
Couture	41	-	31	59	15	146
Coiffure	13	6	12	15	-	46
Café/dépôt pain	15	-	9	15	-	39
Attikié / poisson	14	-	2	10	-	26
Photocopie informatique	-	-	2	8	-	10
Electricité / garage	31	-	-	6	3	40
Chaussures / pagnes	23	15	-	-	-	38
Buvette	14	-	3	11	-	28
Magasins	-	77	-	-	-	77
Lavage auto / briqueterie	9	-	-	5	-	14
Produits / pièces détachées	10	-	3	5	-	18
Horlogerie / vulcanisateur	12	-	-	10	-	22
Produits cosmétiques	9	6	5	-	-	20
Vente de peinture et gaz	3	-	-	2	-	5
Dépôt de boisson et glace alimentaire	7	-	-	-	1	8
Photographie quincaillerie	6	-	2	8	-	16
Assurance / clinique	6	-	-	3	-	9
Blanchisserie	5	-	2	3	-	10
Commerçants ambulants	17	8	-	-	-	25
Mercerie	1	1	1	-	1	4
Vidéo club	1	-	-	2	-	3
Cordonnerie / bijouterie	5	-	2	3	1	11
Publicité	-	10	-	-	-	10
Divers	12	27	27	25	45	136
TOTAL	309	164	129	247	102	951



Photo 3. Champs de manioc entre les habitats à Koumassi-Extension. Dans les nouveaux quartiers qui se créent, les ménages disposent de petits champs de manioc. En 3b, un champ de manioc à la périphérie de la ville. Source: Oura, 2012

Les caractéristiques socio-démographiques des acteurs

L'informel est généralement présenté comme une activité peu lucrative. Le secteur informel est intervenu suite aux résultats mitigés des politiques d'ajustement structurel. Elles ont provoqué la marginalisation et la paupérisation croissantes de larges couches de la population, qui initient des stratégies alternatives de survie faites d'activités précaires multiformes (Kanté, 2002; Fouoking, 2009).

Ce secteur occupe pour ainsi dire les jeunes étrangers, disposant de peu de qualification et de peu de moyens d'investir dans les secteurs formels. En Afrique subsaharienne, *crise économique et croissance urbaine constituent, assurément, les deux mamelles nourricières de l'expansion du secteur informel qui offre un cadre d'insertion socio-économique à des migrants saisonniers et autres agents économiques déflatés ou exclus du secteur moderne*, (Kanté, 2002, p. 5). C'est dans cette logique que plusieurs étrangers ont investi les secteurs informels de la ville. En effet, *en Côte d'Ivoire, la main-d'œuvre non ivoirienne dans le secteur informel représente 61%* (Ibib, 2002, p. 21). A Bonoua, les autochtones s'adonnaient de préférence aux emplois de bureau c'est-à-dire les activités qui demandent une grande qualification au niveau des études. Même ceux qui n'ont pu poursuivre les études, ont préféré l'activité agricole à l'informel, surtout que l'ananas-culture leur procurait suffisamment d'argent. De sorte que les activités comme la mécanique (auto, moto et vélo) était occupée exclusivement par les étrangers. Il en est de même pour la menuiserie, la quincaillerie, la tôlerie, la briqueterie. Mais la récente crise vient de changer la donne. L'activité informelle n'est plus l'apanage des étrangers.

Dans certains métiers, les jeunes autochtones sont devenus les acteurs principaux de ce secteur peu lucratif. Leur retour à ce secteur s'explique par l'avantage qu'il présente à leur procurer au quotidien, le revenu nécessaire pour la subsistance ; un revenu qu'ils ne peuvent avoir nulle part d'autre en cette période de crise socio-économique. Les jeunes autochtones Abouré s'identifient d'ailleurs par leur présence dans les petites boutiques, secteur tenu auparavant par les nigériens et mauritaniens. Ils poussent désormais les charrettes, une activité connue sous le nom de *pousse-pousse*, ou *otro* ou encore *pousse-charrette*. Leur implication massive dans ce secteur a poussé les nigériens à le délaisser pour le commerce ambulancier et autres activités. Les Abouré rivalisent désormais avec eux dans le commerce de l'*attiéké* au poisson thon, le *garba*, une restauration rapide très prisée de la jeunesse citadine. Le transport urbain est aussi occupé par les autochtones. Avec la crise, certains planteurs sont devenus des transporteurs (propriétaires de véhicules) pendant que les jeunes autochtones exercent le métier de chauffeur de taxi appelé communément le *taxi-maitre*. Selon nos enquêtes, les autochtones représentent plus de 64% des chauffeurs de taxi. Cette concurrence que les garçons de l'autochtonie Abouré livrent aux étrangers est aussi vécue chez les femmes.

Le commerce de vivrier qui était auparavant tenu exclusivement par les femmes Dioula (Malinké), a vu ces dernières années, la participation des femmes Abouré. Elles vont collecter les produits vivriers dans les campagnes ou dans leur propre exploitation qu'elles exposent sous des arbres, aux abords des routes et à la gare routière (Photo 4). Les femmes autochtones ont aujourd'hui le monopole de la vente de l'*attiéké* et surtout de l'*atoupkou* et du *Bêtê Kouman* dont elles en sont les principales productrices. Par ailleurs, les femmes autochtones se sont organisées en associations pour le commerce de la viande de bœuf et compétissent ainsi avec les bouchers Burkinabé, maliens et nigériens. D'autres femmes vendent de la boisson (de la liqueur provenant du Ghana). Bonoua est devenue un centre majeur de ce commerce puisque c'est ici que plusieurs commerçants d'Abidjan et de l'intérieur du pays viennent se ravitailler. En fin de compte, l'informel est devenu une activité centrale dans l'offre d'emplois et dans l'économie de Bonoua. Même si les acteurs avouent ne plus en tirer suffisamment de profit du fait de la très grande concurrence entre acteurs, il n'en reste pas moins que l'informel joue un rôle essentiel à Bonoua, depuis que l'agriculture ne parvient plus à satisfaire les populations.

La contribution des petits métiers dans la ville

Les petits métiers occupent une place de choix dans les pays en voie de développement surtout dans le domaine de l'emploi. Précisément *dans les pays de l'UEMOA, la part de l'emploi informel représente en 2002, entre 73% et 81% de l'emploi total non agricole* (Hitimana, *al.*, 2011, p. 5). D'après ce qui précède, le secteur informel procure également des revenus à un grand nombre d'actifs de Bonoua. Sans leur procurer des revenus consistants, ce secteur apparaît comme une alternative à la crise de l'agriculture, la principale source de développement de la ville. Ici, *l'activité informelle joue un rôle primordial car en tant que pratique de crise, c'est incontestablement le seul moyen de vie et de survie de la majeure partie de la population* (Kouakou, 1999, p. 21). En occupant la majorité des jeunes, il participe pour beaucoup dans le redressement de l'économie locale. Car *la pauvreté est beaucoup plus profonde chez les ménages dont le chef est dépourvu d'emploi (42,8%) que chez n'importe quel autre groupe socio-économique de Bonoua* (Barry, 1999, p. 29). Généralement, *l'économie populaire constitue le seul*



Photo 4. Un point de vente de vivriers à la gare STB. Le commerce de vivriers se développe aux alentours de la gare aux cars de la compagnie STB. Ce petit marché offre en effet une gamme variée de produits aux voyageurs. Source: Oura, 2012

débouché immédiat pour la grande majorité des jeunes non scolarisés ou déscolarisés (Kanté, 2002, p. 7). Aussi, la petite débrouille a-t-elle permis aux jeunes de ne pas s'adonner au banditisme, selon le témoignage de certains chefs de ménages. En outre, c'est avec l'activité informelle que certains Abouré ont pu bâtir une maison. La part de propriétaires de maisons ayant l'informel comme source de revenus est de 4,5% contre 14,8% pour les fonctionnaires et 5,14% chez les commerçants. Ce qui veut dire que les revenus ne sont pas si faibles qu'on puisse le croire. Tous les acteurs de l'informel ne sont pas gagnés par la pauvreté. D'ailleurs, une étude menée en 1999 par le démographe Kouakou (p. 5), montre que les acteurs du secteur informel contribuent le plus, après les planteurs au volume des transferts effectués à Bonoua. La part des agriculteurs est de 46,6% contre 23,8% dans le secteur informel, loin devant le secteur public (15,8%) et l'entreprise moderne (8,9%). De règle générale, ce sont ceux qui disposent d'assez de moyens qui vont en aide à ceux qui n'en ont pas assez. Cela dit, les acteurs du petit métier ne sont pas nécessairement les plus pauvres. C'est par exemple le cas des patrons qui bénéficient souvent, de la gratuité de la main-d'œuvre. Cette gratuité participe à la réduction du coup de production chez ces entrepreneurs. D'ailleurs, certains apprentis doivent payer à chaque fin du mois, leur formation au patron. Ce qui augmente son bénéfice. Toutefois, ce secteur est difficilement contrôlable par l'Etat, participe peu à l'économie nationale (Backiny-Yetna, 2009) et mène une concurrence déloyale aux activités modernes (Kanté, 2002) au point où des auteurs proposent son assainissement voire sa disparition. Bien au contraire, l'économie populaire concourt autant que l'entreprise moderne au recouvrement de la municipalité. A l'échelle subsaharienne, les petites entreprises informelles jouent un rôle suffisamment important en termes d'emplois et de contribution au PIB (Kanté, 2002, p. 8).

Le secteur informel est caractérisé par le niveau faible de ses relations avec l'administration, (Backiny-Yetna, 2009, p. 315). Cette vision est aujourd'hui discutable dans bien des villes ivoiriennes. La rentabilité de la fiscalité urbaine tend à se reposer sur le secteur informel. Depuis 2000, la municipalité de Bonoua a fait de l'activité informelle, un secteur important dans l'attribution des taxes. La municipalité a renforcé le contrôle et régularisé les taxes au point où le nombre des activités concernées a augmenté (Tableau N° 3).

Tableau N° 3. Intégration progressive des activités de Bronoukro dans la fiscalité. Source: Mairie, 2008

ACTIVITÉ	TARIF (FCFA)	1998	1999	2000	2001	2003
Boutique	3000 à 6000	4	10	7	43	47
Couture	3000 à 4500	7	15	11	55	68
Coiffure	3000 à 4500	1	1	3	7	10
Restauration	3000 à 6000	2	3	6	11	15

La participation du secteur informel est réelle au point où le développement des petits métiers semble encouragé par les autorités municipales. Les rues sont occupées par les petits commerces (Photos 5a et 5b) sans que les autorités s'en plaignent. Pourtant, les agents municipaux passent chaque matin en ces lieux pour la collecte de taxes. C'est d'ailleurs aux abords des rues que se développent les petits commerces et autres petits métiers (Carte N° 1). Ce qui veut dire que les activités n'échappent pas toutes aux agents contrôleurs. Il s'agit plutôt d'un problème relatif à la gestion incohérente et laxiste de l'équipe chargée du contrôle. Le problème réside dans la malhonnêteté qui habite nombre de contrôleurs. Ils favorisent une complicité entre eux et les acteurs du petit commerce. C'est pourquoi, les autorités municipales ont évoqué la fluctuation des recettes municipales comme l'une des difficultés majeures du fonctionnement normal de la municipalité. L'occupation des rues de la ville vient confirmer le laisser-aller des autorités. Le samedi, jour hebdomadaire du marché, certaines rues en bordure du marché municipal sont entièrement occupées (Photo 6). Les agents se fauillent entre les gens pour collecter quelques taxes. En conclusion, l'économie informelle joue ainsi un rôle appréciable et de plus en plus apprécié par les gouvernements et les partenaires au développement (Kanté, 2002, p. 53). Certains pays comme le Burkina Faso ont tenté de prendre en compte l'informel dans l'ensemble des branches d'activités car il fournit 70% de l'emploi total non agricole (Hitimana, al., 2011).

La carte met en exergue l'installation d'activités économiques aux abords des rues de la ville. Cela traduit également le développement de l'informel. Ainsi, ce secteur et l'agriculture semblent évoluer en sens contraire. Quel lien peut-on alors établir entre eux?

L'AGRICULTURE ET LES PETITS METIERS

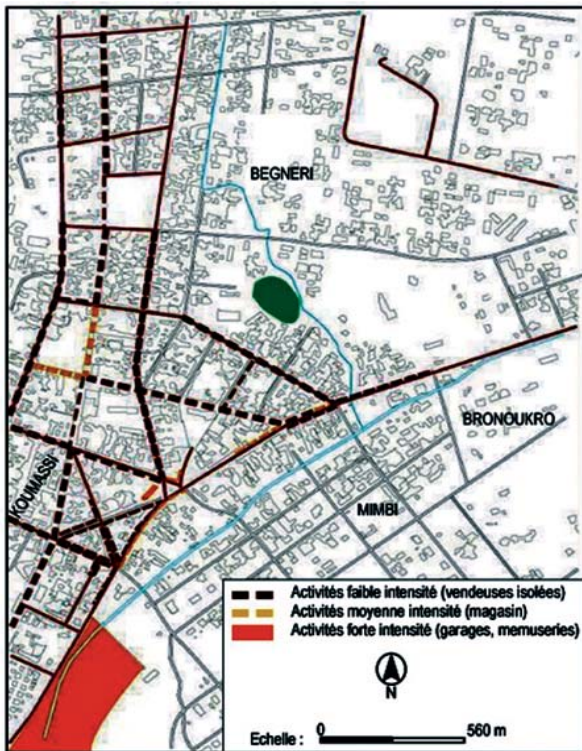
Les rapports entre l'agriculture et les activités de la ville ne se sont pas limités aux activités modernes. Les liens entre l'agriculture et l'informel sont aussi étanches. Si l'activité informelle se développait déjà à Bonoua parallèlement à l'essor de l'agriculture, la crise qui a affecté celle-ci a renforcé les capacités de l'économie populaire au point d'en faire aujourd'hui, la principale source d'emplois dans la ville.



Photos 5a et 5b. Occupation des chaussées et trottoirs par les petits commerces. A Bonoua, l'approvisionnement en certains produits manufacturiers se fait très souvent en bordure des routes qui font offices de véritables points de vente. Le trottoir est occupé au point de boucher très souvent les caniveaux. Source: Oura, 2012



Photo 6. Occupation des rues périphériques du marché municipal lors du marché hebdomadaire. La photo 6a présente une rue entièrement dégagée pendant les jours ordinaires. La 6b, prise le samedi, correspond à l'occupation habituelle de certaines rues, le samedi, le jour hebdomadaire du marché.



Carte N° 1. La localisation des activités économiques dans la ville de Bonoua
Source : Nos enquêtes, 2008 Réalisation : Oura K.R., 2012

L'agriculture à la base de l'activité informelle à Bonoua

La crise de l'agriculture a conduit à une reconversion en faveur des activités urbaines proprement dites. Les planteurs n'espérant plus de la rentabilité de l'agriculture notamment de la filière ananas, ils ont investi avec leur dernière économie, dans le commerce, le transport et bien d'autres activités. Mais l'investissement dans l'informel mobilisant peu de moyens financiers, ce secteur va très vite accueillir le plus grand nombre des planteurs qui s'intéressent désormais à des activités de la ville, dans ce contexte de crise agricole. Le comportement est double.

Certains planteurs ont abandonné l'activité agricole pour se consacrer entièrement aux activités dans lesquelles ils viennent d'investir dans la ville. Ceux-ci s'y sont investis entièrement et la reconversion se fait généralement avec les autres membres de la famille. Cette catégorie de planteurs est constituée majoritairement de non-autochtones qui disposaient auparavant de plantations d'ananas. Quant aux autres, essentiellement des autochtones, propriétaires terriens et disposant d'exploitations pérennes (cacao, caoutchouc ou palmier à huile), ils n'envisagent pas d'abandonner l'agriculture. Ils investissent quand même dans les secteurs économiques de la ville dont les petits métiers. Ils développent les petites activités que gèrent les membres de la famille ou de tierces personnes. Ces activités leur procurent des revenus complémentaires. Pour les jeunes autochtones qui se sont lancés dans les activités informelles, l'agriculture reste le secteur qui rapporte

le plus à Bonoua. De cette visée, l'activité informelle n'est qu'un tremplin pour revenir dans de meilleures conditions à la pratique agricole. En effet, l'hévéaculture qui est la culture actuelle la plus rentable de Bonoua, exige assez de moyens financiers que la situation d'aujourd'hui ne peut leur permettre. L'intérêt des populations autochtones pour l'agriculture est démontré par la promotion des cultures lors de la semaine culture, «le popo carnaval». Pendant cette fête, on assiste à des défilés dont l'intérêt est de mettre en exergue les atouts dont dispose Bonoua.

L'agriculture à la fin des activités informelles pour les acteurs autochtones

Le secteur informel apparaît donc comme une source de financement ultérieur de l'agriculture pour les autochtones de Bonoua. Autant l'agriculture a financé pendant longtemps les autres secteurs économiques de cette localité, le secteur informel a permis l'atténuation des effets de la crise. Le petit métier est investi par certains autochtones afin d'avoir à la longue le revenu nécessaire pour retourner à la terre. Mais ces mouvements à venir ne pourront ralentir l'élan du secteur informel qui, au-delà d'avoir des capacités exceptionnelles d'adaptation aux crises socio-économiques, constitue une source fondamentale d'emplois pour les populations urbaines caractérisées par sa grande jeunesse et son faible niveau d'instruction.

Le commerce sous l'influence du secteur informel

Avec l'entrée en scène des jeunes de faibles moyens financiers dans la sphère économique, les investissements dans le commerce sont désormais de faible importance. Néanmoins, le nombre d'acteurs dans ce secteur-clé du développement des villes africaines, est en augmentation. Le secteur commercial connaît alors une mutation. On assiste à un passage progressif du formel à l'informel. Certains produits des grands magasins de vente sont maintenant vendus en détail, à de petits prix aux abords des rues ou de façon ambulante. En ce qui concerne les produits alimentaires, leur commercialisation se fait davantage de façon informelle, aux différents carrefours de la ville. Certains produits sont étalés à l'entrée des maisons pendant que les vendeurs s'adonnent à d'autres tâches à l'intérieur de la cour familiale. Il revient dans ce cas à l'acheteur de signaler sa présence. Ce type de commerce prend forme dans la plupart des quartiers et répond au souci de compléter sans grand effort, les revenus du ménage. L'achat de certains produits (sel, légume, banane, manioc, le poisson séché, etc.) se fait de cette manière lorsque le besoin ne nécessite pas d'aller au marché de la municipalité. Par ailleurs, nombre de petits vendeurs refusent de s'installer dans le marché où la taxe leur revient chère; ils apprécient s'asseoir le long des rues. L'avantage en ces lieux, c'est la possibilité qui s'offre à eux de discuter avec les agents municipaux. Dans cette négociation ou «arrangement» selon leur propre terme, ces petits commerçants font davantage d'économie pendant que l'agent, sans le déclarer, repart avec une somme bien entendu inférieure à la taxe normale. Cette somme n'est pas aussi déclarée puisqu'il la garde à son propre compte. C'est ce qui favorise l'installation anarchique aux abords des rues, le petit commerce occupant de plus en plus les trottoirs, parfois une grande partie des chaussées (Photo 4; 5a et 5b).

L'avenir de l'activité informelle dans la ville

Les résultats de nos études révèlent la grande jeunesse de la population. En effet, en partant sur la base de la répartition par tranche d'âge, près de 40% des chefs de ménage de Bonoua ont moins de

30 ans. Jusqu'à 35 ans, ils représentent plus de 60%. Ces résultats sont en conformité avec l'étude menée en 1999 par Diawara (p. 24). Lorsqu'il prend en compte tous les autres membres de la famille, Diawara situe à plus de 75%, la proportion des personnes âgées de 0 à 30 ans. Cette forte représentation des jeunes, constitue une force indéniable pour l'activité informelle en termes de main-d'œuvre. La jeunesse constitue la catégorie sociale la plus favorable à l'exercice des petits métiers. Et avec la pression foncière qui a cours en milieu rural de Bonoua et qui constitue l'une des contraintes majeures de la pratique agricole, ce n'est certainement pas tous les jeunes, surtout les non-autochtones qui vont vouloir retourner à la terre. Bonoua est entrée dans une phase de développement qui ne va pas intégrer nécessairement l'agriculture. Autrement, l'agriculture vient de perdre une part importante de sa contribution au développement de la ville qu'elle aura du mal à récupérer. Cela est d'autant plus avéré que *le secteur informel, antérieurement considéré à priori comme un «accident» transitoire du processus de construction d'une économie moderne dans les pays en voie de développement, a révélé par la suite une dynamique d'expansion et de renforcement de son rayon d'action qui fournit des raisons objectives de penser qu'il continuera durablement à occuper une part importante de la population active* (Kanté, 2002, p. 1). En absence d'entreprises modernes suffisamment viables, le secteur a encore de réels atouts de marquer durablement l'espace économique de Bonoua. En offrant plusieurs emplois (quoique les rémunérations soient modestes), l'informel participe déjà au processus d'urbanisation.

CONCLUSION

Que seraient devenus les citoyens de Bonoua sans le développement du secteur informel? C'est avec les petits métiers qu'ils ont pu résister à la crise. Cette résilience de la population par ce secteur vient confirmer sa place dans nos sociétés en pleine mutation et qui se cherchent encore dans un contexte de crise économique internationale. La fragilité des secteurs modernes face aux crises internationales et leur incapacité à s'adapter au nouvel environnement imposé par la mondialisation de l'économie, autorisent la légitimation du secteur informel. Sans lui, les secousses des avatars de la mondialisation seraient grandes. En effet, la crise agricole est survenue par la difficulté qu'ont eue les planteurs notamment de l'ananas à maîtriser les lois du marché international. Le secteur informel qui est venu à son secours, présente l'avantage de ne pas dépendre fortement du marché international. En attendant l'emprise du formel sur l'économie, il permet aujourd'hui aux habitants de vivre la transition vers un mode de vie plus urbain.

BIBLIOGRAPHIE

- AYE Marie, 1993, Etude comparée de la dynamique spatiale urbaine de Grand-Bassam et Bonoua, Mémoire de Maîtrise, IGT, Université de Cocody, 135 p.
- BACKINY-YETNA Prosper, 2009, Secteur informel, fiscalité et équité: l'exemple du Cameroun, Le journal statistique africain, N° 09, novembre 2009, pp. 315-346.
- BARRY Aiseni, 1999, Perception et mesure de la pauvreté à partir de l'enquête de ménage de Bonoua, Mémoire de statistique descriptive, Ingénierie Statisticien économiste, INSEA, Abidjan (Côte d'Ivoire), 54 p.
- BAUMANN Eveline, 1985, «Le développement spontané. Les activités informelles en Afrique», Dir. Penouil Marc et Lachaud Jean-Pierre, Centre d'Economie du Développement, Afrique Noire, N° 13, Editions A. Redone, Paris, pp. 225-248.

DIAWARA Wahabou, 1999, Typologie des ménages de Bonoua, Etude des conditions de vie des ménages de Bonoua, Mémoire de statistique descriptive, Ingénierie Statisticien économiste, ENSEA, Abidjan (Côte d'Ivoire), 52 p.

FOUKING Joseph, 2009, L'intégration de l'informel rural non agricole dans les comptes nationaux: l'expérience camerounaise, Le journal statistique africain, N° 09, novembre 2009, pp. 237-249

HITIMANA Léonidas, ALLEN Thomas, HEINRIGS Philipp, 2011, Economie informelle et sécurité alimentaire, Perspectives Ouest-Africaines (POA). Peuplement, marché et sécurité alimentaire, N° 06, novembre 2011, 8 p.

KANTE Soulye, 2002, Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent, Document de travail sur l'économie informelle, Bureau International du Travail, Genève, 60 p.

KOUAKOU Hyacinthe, 1999, Analyse économique des transferts inter-ménages: le cas de Bonoua, Mémoire de statistique descriptive, Ingénierie Statisticien économiste, ENSEA, Abidjan (Côte d'Ivoire), 45 p.

MAAS F., 1973, Urbanisme et aménagement rural. Gestion de la qualité de l'air des villes, pp. 71-87.

OURA Raphaël, 2010, Agriculture et urbanisation: le cas de Bonoua, Thèse unique de doctorat de géographie, IGT, Université de Cocody, Abidjan (Côte d'Ivoire), 420 p.

Rapport Afrique de l'Ouest 2007-2008, 2008, pp. 169-178, Récupéré de <http://www.oecd.org/fr/csao/publications>.

TOURE Abdou, 1985, La jeunesse face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire. La jeunesse, la population et le développement dans le Tiers monde, Communication du Séminaire organisé par le CEDOR à Bucarest (Roumanie), 18-22 Juin 1984, Cahier ORSTOM, Série Sciences Humaines, volume XXI, N° 2-3, 1985, pp. 275-293.

>